

Convention collective

**IDCC : 8822. – SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Rhône-Alpes, à l'exception de la Loire)
(27 juin 1988)**

(Étendue par arrêté du 30 janvier 1989,
Journal officiel du 8 février 1989)

AVENANT N° 38 DU 14 MAI 2019

NOR : AGRS1997240M

IDCC : 8822

Entre :

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs l'Isère ;

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Savoie ;

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Haute-Savoie ;

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Drôme et de l'Ardèche ;

Syndicat des exploitants Forestiers et Scieurs du Rhône ;

Syndicat des exploitants forestiers et scieurs de l'Ain,

D'une part, et

Syndicat FO ;

Syndicat CFTC agri ;

Syndicat CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I sont remplacées par les dispositions suivantes :

« ANNEXE I

**Salaires horaires minima
(sous réserve des dispositions relatives au Smic)**

(Voir tableau page suivante.)

CLASSIFICATION DES EMPLOIS	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE minimum	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
1. Agents de production			
Niveau 1 – A	100	10,03	1 521,25
B			
Niveau 2 – C	105	10,04	1 522,77
D	110	10,05	1 524,28
Niveau 3 – E	115	10,09	1 530,35
F	125	10,12	1 534,90
G	135	10,14	1 537,93
Niveau 4 – H	150	10,16	1 540,97
I	170	10,51	1 594,05
J	200	11,66	1 768,47
2. Personnel administratif			
Niveau 1 – A	100	10,03	1 521,25
B			
Niveau 2 – C	105	10,04	1 522,77
D	110	10,05	1 524,28
Niveau 3 – E	115	10,09	1 530,35
F	125	10,12	1 534,90
G	135	10,14	1 537,93
Niveau 4 – H	150	10,16	1 540,97
I	170	10,51	1 594,05
K	220	12,35	1 873,12
3. Personnel technique et technico-commercial			
Niveau 4 – L	180	10,96	1 662,30
M	200	11,66	1 768,47
Niveau 5 – N	250	13,40	2 032,38
3. Personnel d'encadrement			
Niveau 4 – O	190	11,32	1 716,90
Niveau 5 – P	250	13,40	2 032,38
Niveau 6 – Q	300	15,16	2 299,32
Niveau 7 – R	275	14,29	2 167,36
S	350	16,91	2 564,74
T	380	17,97	2 725,51
Niveau 8 – U	420	19,36	2 936,33
V	450	20,42	3 097,10
W	500	22,19	3 365,56

La prime d'ancienneté : la valeur du point d'ancienneté est fixée à 5,40 €.

Article 2

Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés :

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 3

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1^{er} juillet 2019.

Article 4

Les parties demandent l'extension du présent avenant. Celui-ci sera remis à chacune des organisations signataires et déposé, par la partie la plus diligente, à l'Unité départementale du Rhône de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Auvergne-Rhône-Alpes sur support papier et par voie électronique.

Fait à Lyon, le 14 mai 2019.

(Suivent les signatures.)